

Zimbabwe/Politique

Le président Mnangagwa rend visite au chef de l'opposition

AFP
Harare/Zimbabwe

"C'est un exemple de la vie politique que nous souhaitons", s'est réjoui le vice-président du parti de Morgan Tsvangirai, Nelson Chamisa.

LE nouveau président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa a rendu hier une visite de courtoisie remarquée au chef de l'opposition Morgan Tsvangirai, adversaire historique de l'ancien maître du pays récemment démissionnaire Robert Mugabe. Accompagné de son vice-président, l'ex-chef d'état-major des armées Constantino Chiwenga, M. Mnangagwa s'est entretenu avec M. Tsvangirai,

atteint d'un cancer du côlon, à son domicile de la capitale du pays Harare. "Il va bien. Il récupère très bien", a commenté le chef de l'Etat devant la presse à l'issue de sa visite, "il doit retourner très bientôt en Afrique du Sud pour de nouveaux examens médicaux". "C'est un exemple de la vie politique que nous souhaitons", s'est pour sa part réjoui le vice-président du parti de M. Tsvangirai, Nelson Chamisa, "la politique de la paix, du travailler ensemble et des attentions entre les uns et les autres". M. Mnangagwa a pris les rênes du Zimbabwe en novembre dernier, à la faveur d'un coup de force de l'armée qui a contraint M. Mugabe, 93 ans, à quitter le pouvoir au terme d'un règne autoritaire de trente-sept ans sur le pays. Déjà investi candidat du



Photo : AFP

Entretien plutôt cordial entre le président Emmerson Mnangagwa (à droite) et le chef de l'opposition Morgan Tsvangirai.

parti au pouvoir, la Zanu-PF, il a promis que les élections générales prévues cette année seraient "transparentes, libres et honnêtes". Mais ses critiques en doutent, qui rappellent qu'il a longtemps été l'exécutant appliqué de la politique répressive de Robert Mu-

gabe. Malgré sa maladie annoncée il y a deux ans, Norman Tsvangirai, 65 ans, espère se présenter à la présidentielle contre M. Mnangagwa à la tête de l'opposition. Le chef du MDC était arrivé en tête du premier tour de la présidentielle de

2008 devant M. Mugabe mais il avait renoncé à se présenter au second tour au terme d'une campagne de violences orchestrée par le pouvoir, ouvrant la voie à une réélection du "camarade Bob". A l'issue de ce scrutin, M. Tsvangirai avait été nommé Premier ministre d'un gouvernement de coalition resté sous le contrôle du seul Robert Mugabe, qui l'avait finalement battu lors des élections très contestées de 2013. M. Tsvangirai a exprimé des doutes sur M. Mnangagwa. "Il va devoir travailler très dur pour changer sa personnalité de façon à pouvoir incarner l'avenir du pays et à se présenter en démocrate et en réformateur", avait jugé M. Tsvangirai lors d'un entretien accordé en novembre à CNN.

Côte d'Ivoire/Troubles

Des tirs entendus dans un camp à Bouaké

AFP
Bouaké/Côte d'Ivoire

Un incident apparemment mineur, toutefois. L'armée, par la voix de son chef, le général Sékou Touré, avait fait son mea culpa quelques heures auparavant devant le président Alassane Ouattara.

DES coups de feu ont été entendus dans la nuit de jeudi à hier dans un camp militaire de Bouaké (nord), épice des mutineries de soldats ivoiriens en 2017, ont rapporté des sources militaires et des habitants à l'AFP, invoquant un différend entre soldats. "Cela impliquait des éléments du CCDO (centre de commandement de décision des opérations) et des éléments que nous n'avons pas



Photo : AFP

La ville de Bouaké connaît une activité normale hier, après les tirs de la nuit dans l'enceinte d'un camp militaire.

pu identifier", a affirmé une source militaire sous couvert d'anonymat, sans plus de précision. "Ça semble être une brève querelle entre policiers et CCDO. Il nous revient de façon récurrente qu'un élément du CCDO a essuyé un tir. Mais de qui on n'en sait rien", a annoncé une source proche de l'état-major des armées.

"Nous, militaires, n'envisageons aucun soulèvement. Il n'y a pas de raison de le faire. Les populations vaquent tranquillement à leurs occupations. Il n'y a absolument rien de grave. Nous demandons à notre tutelle de mettre tous les corps en uniforme sur le même pied d'égalité pour éviter des frustrations", a expliqué de son côté un

soldat du 3e bataillon militaire. Selon plusieurs habitants, "des coups de feu ont effectivement été entendus au centre ville". Mais hier matin, le calme régnait en ville. Jeudi, le général Sékou Touré, chef d'état-major des armées ivoiriennes, a présenté "ses excuses à la Nation" pour les mutineries qui ont ébranlé le pays en 2017 et promis qu'en 2018 l'armée remplira "son devoir", à l'occasion de la cérémonie des vœux à la présidence ivoirienne. D'anciens rebelles intégrés dans l'armée se sont mutinés en janvier puis en mai 2017, obtenant finalement le paiement de 12 millions de francs CFA pour chacun des 8 400 d'entre eux. Cette crise a terni l'image de stabilité retrouvée du pays après la crise politico-militaire de 2010-2011 et

fragilisé le président Alassane Ouattara et l'équipe gouvernementale. Dans son allocution télévisée de Nouvel An, le président Ouattara avait affirmé sa volonté de transformer l'armée en une force "véritablement républicaine". Fin décembre, un millier de militaires ont quitté l'armée dans le cadre d'une réforme. De source militaire, l'armée ivoirienne comptait avant ce départ, 23 000 hommes du rang (dont 13 000 issus de la rébellion qui a tenu le nord du pays de 2002 à 2011), et 15 000 sous-officiers. Les autorités avaient promu massivement des militaires du rang, en intégrant d'anciens rebelles. Les experts estiment qu'une armée doit avoir 20/30% de sous-officiers et 65/70% de militaires du rang.

Libye/Crise

Affrontements entre groupes armés près de la frontière tunisienne

AFP
Tripoli/Libye

DES combats entre groupes armés ont éclaté hier dans l'ouest libyen, près de la frontière tunisienne, provoquant la fermeture du point de passage principal entre les deux pays, selon un responsable local. Les affrontements opposaient deux groupes qui affirment tous les deux leur loyauté au gouverne-

ment d'union nationale (GNA) basé à Tripoli et appuyé par la communauté internationale. Une coalition de groupes armés formée récemment par le GNA pour sécuriser la partie ouest du pays a attaqué d'autres groupes près du poste-frontière de Ras Jedir, a indiqué à l'AFP un responsable local de la ville de Zouara (100 km à l'ouest de Tripoli). L'objectif, selon ce responsable qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat, est de prendre Ras Jedir,

même si les groupes qui le contrôlent sont aussi pro-GNA. Le chef de la coalition, Oussama Jouili, a confirmé hier son offensive à la chaîne libyenne 218 TV, affirmant avoir un mandat du GNA pour sécuriser la région. Le poste-frontière a été fermé temporairement pour "garantir la sécurité des voyageurs", a-t-il ajouté, sans préciser si l'attaque a été coordonnée avec le GNA ou non. "Seuls quelques Tunisiens

venus de Libye ont été autorisés à passer en Tunisie hier soir et aujourd'hui", a déclaré à une source de sécurité tunisienne. Le sud-est de la Tunisie vit essentiellement du trafic transfrontalier, y compris de contrebande. Les autorités tunisiennes font valoir la difficulté de négocier avec les parties libyennes en raison du chaos politique prévalant dans ce pays. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, le poste-frontière de

Ras Jedir est contrôlé par des groupes armés de la ville de Zouara, accusés régulièrement d'implication dans un vaste réseau de contrebande de carburant vers la Tunisie et par voie maritime vers Malte. Les autorités successives de transition ont échoué à mettre en place une police et une armée régulières, capables de rétablir l'ordre dans un pays où des centaines de milices font la loi.

L'Afrique en bref

• Afrique du Sud/Accident. Après les morts, l'enquête

La police sud-africaine a annoncé hier l'ouverture d'une enquête pour homicides involontaires au lendemain de la collision, dans le centre du pays, d'un train et d'un poids-lourd qui a fait au moins 18 morts et plus de 200 blessés, selon le dernier bilan.

• Algérie/Migration. Enquête après la mort d'un migrant

Le parquet algérien a ouvert une enquête sur la mort suspecte d'un migrant algérien, Mohammed Boudarbala, dans un centre de rétention en Espagne, a annoncé jeudi le ministre de la Justice Tayeb Louh.

• Cameroun/Politique. L'ancien maire de Fotokol enfin libre

L'ex-maire de Fotokol, ville de l'extrême nord du Cameroun, Moussa Ramat, interpellé en septembre 2014 pour complicité avec le groupe jihadiste nigérian Boko Haram et acquitté le 28 décembre, a été libéré jeudi soir, a-t-on appris hier auprès de son avocat, Eugène Balemaken.

• Guinée Equatoriale/Sécurité. Interpellation d'une soixantaine de commerçants tchadiens

Une soixantaine de commerçants tchadiens ont été interpellés ces derniers jours en Guinée équatoriale, a indiqué jeudi l'ambassadeur du Tchad dans le pays, au lendemain de la visite à Malabo du ministre tchadien des Affaires étrangères après l'annonce par le gouvernement d'un "coup d'Etat" déjoué.

• Nigeria/Jihadistes. L'EI revendique une attaque contre l'armée

L'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), faction de Boko Haram dirigée par Abu Mossad Al Barnaoui, a mené l'attaque contre un poste de l'armée nigérienne fin décembre, tuant neuf soldats, a revendiqué le groupe Etat Islamique.

• RDCongo/Inondations. 44 morts à Kinshasa

Les inondations à Kinshasa ont tué 44 personnes, selon le bilan définitif revu hier à la hausse par les autorités de la capitale de la République démocratique du Congo, troisième plus grande mégapole d'Afrique.